

L'autre Petroplus

M le magazine du Monde | 14.12.2012 à 12h20

Par Pierre Jaxel-Truer/ Photos Roberto Frankenberg



Le site, créé en 1963, était menacé depuis les années 1980. Le rachat par Petroplus en 2008 avait fait renaître l'espoir. En vain. | Roberto Frankenberg

Ils racontent tous la même histoire. Ce qui leur manque le plus, depuis l'arrêt du site, c'est le bruit. Ce fracas métallique, ce souffle monstrueux des machines, qui leur vrillait les tympans. Aujourd'hui, lorsqu'ils se perdent, nostalgiques, dans le dédale des installations, dans l'entrelacs des tuyaux, ils ne sont dérangés que par le gazouillis des oiseaux. Ils croisent, sans plus s'en étonner, des lièvres, des biches, des sangliers, qui ont pris leurs quartiers dans les installations, faisant fi de la persistante odeur d'hydrocarbure. Ce vacarme permanent, ils croyaient le détester. Mais il était devenu leur musique, leur ritournelle.

Lorsqu'ils contemplent les machines à l'arrêt depuis avril 2011, les derniers salariés de la raffinerie Petroplus de Reichstett (Bas-Rhin), qui veillent sur sa dépouille en attendant son démantèlement, y voient une petite mort. *"Ce qui m'a fait le plus mal, c'est le jour où la cheminée a cessé de fumer. Ça voulait dire qu'il n'y avait plus rien, plus d'énergie. C'est un anéantissement"*, raconte Raymond Kolmer, qui vient chaque jour depuis plus de trente ans. Cette mort, c'est un peu la leur. Et celle d'une industrie. Deux autres raffineries, celle de Petroplus à Petit-Couronne (Seine-Maritime) et celle de Lyondellbasell à Berre-l'Étang (Bouches-du-Rhône), se battent pour leur survie. Placée en liquidation judiciaire, Petit-Couronne a jusqu'au 5 février 2013 pour trouver un repreneur.

L'histoire de Petroplus Reichstett, c'est un chapitre de la chronique ordinaire de la désindustrialisation. Il y a, ça et là, quelques éruptions, face caméra, et beaucoup de disparitions discrètes. Silencieuses. Avec un peu de fureur, beaucoup de résignation. *"Tout cela, on l'a construit. Maintenant, on le déconstruit. Mais bon, il n'y a plus de locomotives à vapeur non plus"*, philosophe Daniel Maechling, au milieu des installations figées. Cet homme de

57 ans a été embauché ici en 1977, juste après la fin de ses études. Il a hésité, dit-il, *"entre devenir moniteur de voile et travailler dans le pétrole"*. Il a choisi le pétrole, pour le meilleur – quelques années d'insouciance bien payées, dans une industrie "noble" de techniciens qualifiés – et pour le pire – une longue, très longue bataille pour préserver le site et, pour finir, la défaite.



Aujourd'hui il ne reste que les herbes folles et la rouille qui grignotent les machines. | Roberto Frankenberg

En cette matinée de fin novembre, Daniel Maechling nous sert de guide. Une vieille habitude. C'est lui qui, naguère préposé aux journées portes ouvertes, a fait installer les panneaux pédagogiques disséminés sur le site. Il expliquait alors avec fierté le processus qui permet de passer du pétrole brut, venu de la Méditerranée par pipeline, à l'essence ou au gazole. Aujourd'hui, il contemple le désastre, ces herbes folles et la rouille qui grignotent les machines. Il conjecture sur la pertinence des investissements faits par les derniers propriétaires. *Était-ce les bons ? Et si, et si... La maladie des regrets.*

Au fond, cette raffinerie, c'était la leur. Ils ont vu valser les propriétaires (Total, Shell, Petroplus), quand eux restaient fidèles au poste. Devant l'ancien laboratoire de contrôle, à l'abandon, Daniel Maechling trouve enfin motif à se satisfaire. *"Les appareils de mesure ont été offerts à un IUT de chimie."* Cela, au moins, ne sera pas perdu. Comme les autres, il fait mine d'avoir digéré. Mais, constatant ses amis, il continue de déglutir. *"Tous ceux qui sont encore ici, tout l'argent de tous les plans sociaux ne pourront rien pour eux. Ils n'arrivent pas à tourner la page"*, confie Jean-Luc Bildstein, délégué syndical de la CFDT. Alors que les ouvriers de la raffinerie de Petit-Couronne ont su médiatiser leur lutte, en profitant de l'élection présidentielle pour faire défiler les candidats à l'Élysée, le combat de ceux de Reichstett n'a jamais franchi la ligne bleue des Vosges. Seul François Chérèque, alors patron de la CFDT, et Nicolas Dupont-Aignan, le candidat souverainiste à la présidentielle, ont fait le déplacement.

La faute à pas de chance ? *"Notre grève, lors de l'annonce de la fermeture, est tombée pendant la grève nationale des raffineries pour les retraites. Et notre grosse manifestation, on l'a faite le jour du tsunami au Japon... Il n'y a pas eu*

une minute au journal télévisé", raconte Jean-Luc Bildstein. L'ombre d'une fermeture pèse depuis les années 1960 sur le site, créé en 1963. L'agonie a été si lente, maintes fois annoncée, qu'elle n'a choqué personne. C'est ainsi, Lorsque Shell a vendu à Petroplus, en 2008, les salariés ont voulu croire à ce pur "raffineur", inventeur d'un modèle économique qui n'existait pas, face aux consortiums pétroliers. Mais le mirage n'a pas duré.

VERRE À MOITIÉ VIDE

Plus de deux ans ont passé, depuis l'annonce de la fermeture, le 21 octobre 2010. Les salariés se sont éparpillés en départs successifs. Selon la direction, le chèque moyen des indemnités s'est élevé à 100 000 euros. Pas de quoi faire pleurer dans les chaumières. Damien Merck, 30 ans, qui n'a pas touché tant, s'avoue "un peu aigri" et peste contre la presse régionale, qui a publié ce chiffre. "Tout ça, c'est des conneries, c'est pas si rose." À côté de lui, Julien Loisy, 33 ans, voit aussi le verre à moitié vide : "C'était un bon job. Correctement payé. Intéressant. On était bien." Les deux hommes font partie de la quarantaine de salariés toujours sur le site, sur les 255 que comptait la raffinerie. Une curieuse et cruelle situation. Ils veillent, dans une ambiance mortifère, sur la raffinerie exsangue dont ils étaient le cœur battant. En attendant qu'une solution finisse par être trouvée, pour l'avenir du site. Ils se savent condamnés à partir, mais ne savent pas vraiment quand. Un mois, six mois, un an ? Ils comptent les jours.

Une raffinerie n'est pas une épicerie. On ne met pas la clé sous la porte en un tournemain. L'affaire s'éternise, car le coût du démontage des installations et de la dépollution du site est estimé aux alentours de 25 millions d'euros. Une lourde ardoise que la collectivité ne veut pas payer. Au départ, il était prévu que Petroplus finance ces opérations. Las, la société a fait faillite début 2012. Pour parer au plus pressé, le site de Reichstett a été placé, en janvier, en redressement judiciaire. Le temps de trouver d'éventuels repreneurs, pour une vente à la découpe.

Deux sociétés, Brownfields, spécialiste de la reconversion des friches industrielles, et Rubis, pour créer un dépôt de carburant, seraient sur les rangs. A charge pour elles de dépolluer les sols. Mais rien n'est fait. La chambre commerciale du tribunal de grande instance de Strasbourg, qui devait rendre sa décision le 17 septembre, a repoussé le couperet au 17 décembre, pour permettre aux candidats de finaliser leurs projets. Parmi cette quarantaine de salariés, on trouve une vingtaine de pompiers, aux "trois-huit". Un impératif de sécurité. Du pétrole brut et de l'essence stagnent encore dans les cuves. Restent aussi une direction resserrée, des opérateurs chargés de l'expédition des carburants et les derniers membres de la cellule de démantèlement constituée lors de la fermeture.

Claude Philipponneau, le directeur, explique l'enjeu post mortem : "On veut finir proprement, en proposant une solution pour l'avenir du site." En attendant, il faut financer les derniers salaires et le plan social. La survie de la petite troupe est organisée avec les moyens du bord. Tout ce qui peut être bradé l'est : les restes de pétrole brut, le métal des trois immenses réservoirs et des sphères de

stockage des gaz qui ont été débitées... "L'administrateur judiciaire me dit : 'Philipponneau, vous êtes devenu ferrailleur !'", s'amuse le directeur. Pas franchement un rêve d'ingénieur des mines en fin de carrière.



Dans l'ancienne salle de contrôle, un graffiti signé Zarb, pseudonyme de l'un des membres de l'équipe toujours sur place. - | Roberto Frankenberg

Dans les couloirs vides, où chaque pas résonne, l'effervescence des premiers jours, après l'annonce de la fermeture, semble bien loin. Mais les esprits sont encore marqués. "Ma plus grande peur, c'était que l'on finisse comme les 'Conti' [les ouvriers de Continental, à Clairoux, dans l'Oise, qui avaient mis à sac la sous-préfecture de Compiègne]. On disait aux gars : si vous mettez le feu, comment voulez-vous retrouver un emploi ? Ils sont intelligents, ils ont compris", raconte le syndicaliste Jean-Luc Bildstein. Palettes et briquets ont donc été rangés avant l'incendie. "Chez Continental, on a regardé : le taux de reclassement, c'était aux alentours de 40 %. Chez nous, c'est près de 90 %", se félicite Claude Philipponneau.

À la surprise des syndicats et de la direction, ce sont les techniciens spécialisés qui se sont le plus aisément replacés. Ils sont partis sur les sites de Total, à Grandpuits (Seine-et-Marne) ou à Feyzin (Rhône). "Certains sont même allés outre-mer, en Nouvelle-Calédonie, dans l'extraction du nickel", note Claude Philipponneau. Pour les autres, qui se sont insérés dans le dense réseau des PME alsaciennes, les salaires ont souvent brutalement chuté : moins 20 %, 30 %, 40 %, 50 %... "La réalité, dehors, c'est le smic", s'effraie Julien Loisy. Une fermeture, c'est beaucoup de drames intimes. Des peurs. Le directeur se rappelle ce jour où une lettre anonyme dactylographiée est arrivée sur son bureau. L'auteur annonçait son suicide, "à cause de [lui]". "On a mis en place une cellule d'urgence, on a appelé la dizaine de cas que l'on jugeait sensibles, un par un. Heureusement, il ne s'est rien passé." Un graphologue est venu tenter d'identifier l'auteur. Sans succès. Le courrier aurait été écrit de la main gauche. Un plan social, cela peut aussi être un jeu de piste.

"SANS REGRET"

Combien de couples la raffinerie abritait-elle, au risque de laisser un foyer sans

revenus ? *"Il y avait un couple marié, deux couples officiels, et des choses qui se font et se défont, pendant des événements qui rapprochent..."*, raconte Claude Philipponneau. Dans l'ensemble, pourtant, la raffinerie s'est éteinte sans trop de heurts. *"Certains vous diront que ça a tangué, mais ce sont des Alsaciens... C'est à peine si un gars s'est assis sur le capot de la voiture du PDG, le jour de l'annonce de la fermeture. Chez moi, tout le monde lui aurait craché dessus"*, assure le responsable des services généraux, Bernard Rouanet, originaire de Marseille. Il s'est converti au charme de la cogestion à la mode rhénane, où direction et syndicats évitent l'escalade. *"Je suis épaté par le flegme, la patience, la tolérance des gens d'ici. Ça permet de tourner la page et de continuer à avancer..."*

Il a, dit-il, *"trouvé tout cela élégant et digne"*. Il ne sait pas ce qu'il fera dans quelques mois. Mais il veut rester en Alsace. Pour les derniers veilleurs de la raffinerie, chaque jour est aussi une lutte contre l'ennui. *"On a toujours rêvé d'un boulot où on ne ferait rien, mais en fait, c'est chiant aussi"*, constate Rémy Maechling. Lui, pourtant, ne broie pas du noir. Il figole son projet, auquel il pensait depuis belle lurette. *"Un copain est en train de finir un four à tartes flambées pour moi dans le Dakota"*, explique-t-il. Il va ouvrir là-bas, avec sa femme, un restaurant. Son rêve américain. Une Harley-Davidson l'attend sur place. *"Plus ça va, plus c'est dur. Chaque départ se voit"*, constate Véronique Hubrecht, employée à la paye, qui n'a pas d'"ailleurs" où se projeter. Elle se rappelle, nostalgique, le film que l'on montrait aux visiteurs. *"Un écrivain vert pour l'or noir, c'était le slogan."* La raffinerie est entourée de 650 hectares de forêts, où les patrons, naguère, allaient chasser. C'était le bon temps. Celui où le comité d'entreprise avait investi pour acheter une part dans le golf de La Wantzenau, cosu village voisin. *"C'est un gigantesque gâchis, matériel et humain"*, regrette Bernard Rouanet.

La responsable des ressources humaines, Christiane Acker, s'affiche, elle, *"sans regret"*. *"Pourquoi des gens investiraient-ils dans des raffineries obsolètes ?"* Elle espère *"égoïstement"* que cette *"expérience très riche valorisera [son] CV"*. Mais le volontarisme a tout de même ses limites. *"Je redoute le moment où je passerai sur l'autoroute A4, à côté, et que je ne verrai plus d'éclairage, que les tours seront tombées. Ce sera Ground Zero"*, confesse-t-elle. Naguère, avec ses lumières, la raffinerie était surnommée le "sapin de Noël".

Raymond Kolmer, lui, ne veut pas manquer ce jour du "plasticage" des cheminées. *"Je ne sais pas quand ça arrivera, si je travaillerai, mais je prendrai une demi-journée pour assister à la scène."* Il se souvient encore du grincement lugubre des mâchoires des pinces, lors du démantèlement des gros bacs de pétrole : *"On savait que si on voulait être payés, il fallait faire de la ferraille, pour faire du pognon. Mais quand le métal épais de 3 cm du bac s'est mis à vibrer, c'est clair, il y avait un pincement au coeur."* Jean-Luc Bildstein, il y a quelques semaines, a décidé de s'en aller. Tourner en rond lui devenait insupportable. Il a souvent repensé à toutes ses années de lutte, s'est demandé s'ils n'auraient

pas dû abandonner plus tôt. Mais il ne veut pas *"refaire l'histoire"*. *"On était dans une démarche de survie. Il fallait continuer"*, explique-t-il. Il souhaite aux *"copains"* de Petit-Couronne, en Normandie, le *"meilleur"*. Mais, en même temps, il s'inquiète : *"Ils y croient tellement..."* Plus rude, encore, peut être la chute.

Pierre Jaxel-Truerf/ Photos Roberto Frankenberg

L'industrie du raffinage